

RÉFÉRENCES

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE

AR-DSP- 2025-128

Dérogation municipale à l'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 2015-200 du 27 juillet 2015 relatif à la lutte contre le bruit - Chantier

LE MAIRE DE VILLEURBANNE

VU : Le Code de l'environnement et notamment les articles L171-8, L571-1 L571-16, L571-18 à L.571-19, R.571-25 à R.571-28, R.571-31 et R.571-92 à R.571-97 ;

VU : Le Code de la santé publique, et notamment les articles L.1311-1 et L.1311-2, L.1312-1 et L.1312-2, L.1421-4 et L.1422-1, R.1336-4 à R.1336-11 et, R.1337-6 à R.1337-10-2.

VU : Le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2212-1 à L.2212-5, L.2213-4, L.2214-3, L.2214-4.

VU : L'arrêté municipal du 21 juillet 2003 règlementant les chantiers de démolition, de construction, de réhabilitation de bâtiments ou de travaux confortatifs sur des bâtiments sinistrés qui confère au Maire la possibilité d'accorder une dérogation horaire pour des chantiers en cas de raisons d'utilité publique ou de circulation.

VU : L'arrêté préfectoral n°2015-200 du 27 juillet 2015 relatif à la lutte contre le bruit et notamment son article 5 qui confère au Maire la possibilité d'accorder une dérogation horaire en vue d'effectuer des travaux sur le territoire de la Ville.

VU : L'arrêté municipal ARR 2024-229 portant délégation de signature aux agents municipaux et agentes municipales de la ville de Villeurbanne ;

CONSIDERANT : la demande de l'entreprise Cleancom Conseil sis 308 Le Servageon 69240 Mardore et la transmission de son dossier technique (échancier des travaux) ;

CONSIDERANT : la nécessité technique pour l'entreprise Cleancom Conseil de réaliser, au-delà des horaires autorisés, les travaux de réalisation de marquages au sol du 10 mai au 10 juin 2025 de 21h à 4h ,en raison de la présence de piéton en journée, au droit des rues suivantes : rue du 4 Août 1789, rue Pierre Cacard, cours Emile Zola, rue Flachet, rue de Château Gaillard, cours Tolstoï, boulevard du 11 Novembre 1918, avenue Galline, rue du Tonkin, rue Phéliepeaux, avenue Roberto Rossellini, avenue Salvador Allende, place Lazare Goujon, rue Michel Servet, avenue Aristide Briand, avenue Henri Barbusse, rue du 8 mai 1945, rue Octavie, rue Emile Bouvier, rue Françoise Giroud, avenue Roger Salengro, cours Emile Zola, rue du 4 Août 1789, rue Pierre Baratin, rue Francis de Pressensé, rue Bourghanin ;

**DIRECTION GÉNÉRALE
ANIMATION ET VIE SOCIALE**
**DIRECTION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE**
accueil
27 rue Paul-Verlaine
standard 04 78 03 67 73
adresse postale
mairie de villeurbanne
service sante environnementale
cs 65051
69601 villeurbanne cedex
standard 04 78 03 67 67
vos démarches en ligne
www.villeurbanne.fr

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'entreprise Cleancom Conseil est autorisée à effectuer les travaux de réalisation de marquages au sol, du 10 mai au 10 juin 2025 de 21h à 4h, au droit des rues suivantes : rue du 4 Août 1789, rue Pierre Cacard, cours Emile Zola, rue Flachet, rue de Château Gaillard, cours Tolstoï, boulevard du 11 Novembre 1918, avenue Galline, rue du Tonkin, rue Phéliepeaux, avenue Roberto Rossellini, avenue Salvador Allende, place Lazare Goujon, rue Michel Servet, avenue Aristide Briand, avenue Henri Barbusse, rue du 8 mai 1945, rue Octavie, rue Emile Bouvier, rue Françoise Giroud, avenue Roger Salengro, cours Emile Zola, rue du 4 Août 1789, rue Pierre Baratin, rue Francis de Pressensé, rue Bourgchanin,

ARTICLE 2 :

L'entreprise est tenue d'informer, au moins 48 heures avant le début des travaux, l'ensemble des riverains immédiats du lieu du chantier, de la tenue et de la durée du chantier, la nature des travaux, et des coordonnées du responsable du chantier. Les bénéficiaires devront utiliser tous les moyens de communication adaptés, au besoin de manière répétée et notamment par voie d'affichage.

Dans les cas de chantiers engendrant de fortes perturbations vis-à-vis du voisinage, la commune de Villeurbanne se réserve la possibilité d'organiser une information publique préalable à l'ouverture du chantier.

ARTICLE 3 :

L'entreprise est tenue de veiller au respect du voisinage en termes de nuisances sonores. A ce titre, elle doit mettre en place un dispositif de diminution du bruit adapté à son activité. Tout manquement à l'article 1 du présent arrêté expose les bénéficiaires à un refus de dérogation lors d'une nouvelle demande, sans préjudice des éventuelles poursuites pénales encourues pour le non-respect de la réglementation.

ARTICLE 4

Tout manquement à l'article 2 du présent arrêté expose les bénéficiaires à un refus de dérogation lors d'une nouvelle demande, sans préjudice des éventuelles poursuites pénales encourues pour le non-respect de la réglementation.

ARTICLE 5

Conformément aux articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative, et sans préjudice du recours gracieux qui s'exerce dans le même délai, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon - Palais des Juridictions Administratives 184 rue Duguesclin - 69433 Lyon Cedex 03 dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

ARTICLE 6

Le maire de Villeurbanne et monsieur le commissaire de police sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont l'ampliation sera faite à la préfecture du Rhône.

Villeurbanne, le 30 avril 2025

Maud Larzillière
directrice générale adjointe
animation et vie sociale

Accusé de réception en préfecture
069-216902668-20250430-AR-DSP-2025-128-AR
Date de télétransmission : 05/05/2025
Date de réception préfecture : 05/05/2025